



## Chiffres du chômage

# Pour d'autres politiques de l'emploi et de nouveaux droits pour combattre le chômage

Communiqué de la Cgt et du Comité National Cgt des privés d'emploi

La nouvelle hausse record du chômage de 1,4 % en juillet porte le nombre de salariés privés d'emploi à 2 987 200 pour la seule catégorie A. Si l'on y ajoute les catégories B et C (travail partiel dans le mois), ce sont 4 733 000 personnes qui sont à la recherche d'emploi.

Avec ceux qui perçoivent le RSA, ceux qui sont en formation, etc... qui ne sont pas comptabilisés, la barre des 5 millions de chômeurs est franchie.

Les jeunes de moins de 25 ans et les plus de 50 ans sont les premières victimes.

La fin des CDD et des missions intérim sont les principales causes de cette hausse du chômage.

Au cours de la conférence sociale, la CGT a réaffirmé l'urgence de prendre de nouvelles dispositions pour protéger les salariés au travers d'une véritable politique de création d'emplois, tant dans le public que dans le privé, pour contrer ce qui ressemble de plus en plus à une offensive patronale organisée de dégradation de l'emploi dans tout le pays.

L'explosion du nombre de ruptures conventionnelles exige un encadrement par un nouveau dispositif plus favorable aux salariés. Les droits des représentants du personnel dans les entreprises doivent être renforcés pour qu'ils aient, entre autres, un droit d'intervention pour s'opposer aux suppressions d'effectifs.

La dégradation de l'emploi depuis plusieurs années, la hausse de la précarité, entraîne une hausse de la pauvreté parmi la population et les salariés.

En cette période de crise, les propositions de la CGT pour une ré industrialisation, le maintien et le développement des services publics et la mise en place d'un nouveau statut du travail salarié sont des solutions pour une nouvelle politique de l'emploi au service de tous.

Employeurs et gouvernement ne peuvent continuer à se voiler la face, et proposer des solutions qui n'ont pour effets que d'aggraver la situation comme c'est le cas aujourd'hui en Espagne.

Il y aura toujours autant de chômage, de précarité et de pauvreté tant qu'il n'y aura pas une politique de l'emploi ambitieuse, des salaires permettant à chacun de vivre décemment, et la possibilité pour tous de partir avec une retraite pleine et entière dès 60 ans.

Montreuil, le 29 août 2012